

23129	Trade Date	07-09-2012	11:29:28	Trade Date	07-09-2012	11:29:28
Symbol	Unit	Open	High	Low	Close	Change
4LJFRA1	BO	+	+	0	425	++
4LJFRA2	BO	279	-22	2	299	++
4LJNGSA	GM	+	+	0	440	++
4LJFRSAC	BO	410	10	4	400	++

5 | BOURSES DE MARCHANDISES

# Parvenir à une meilleure entente ?

Bien que confrontées à de nombreux défis, les premières bourses nationales et régionales de produits agricoles d'Afrique commencent à mettre en place des opérations de marché transparentes, efficaces et accessibles. Elles mettent en relation les petits exploitants agricoles et les traders avec les gros acheteurs et transforment les perspectives de certaines cultures importantes.



Le café éthiopien, transporté depuis des siècles à des fins commerciales à dos de chameau, d'âne et de mule, a été le premier à atteindre les marchés étrangers il y a plus de 500 ans. Plus récemment, il a connu des difficultés sur le marché mondial en raison de plaintes concernant l'inconstance de sa qualité. Mais depuis l'institution de la Bourse des marchandises éthiopienne (ECX) en 2008, le système de standardisation du café s'est considérablement amélioré. Le passage par cette bourse a été rendu obligatoire pour la plupart des exportateurs du pays et l'ECX, dès sa première année, a géré des transactions de l'ordre de 186 millions d'euros, ce qui représente plus de 160 000 tonnes de fèves de café.

Les bourses des produits agricoles sont le fleuron des systèmes d'échanges structurés de céréales. En rassemblant de nombreux acheteurs et vendeurs d'un produit donné, elles permettent de réaliser les échanges de manière ouverte et organisée grâce à un système d'offres d'achat et de vente. L'ECX, fondée par le Dr. Eleni Gabre-Madhin, qui a récemment laissé sa charge de dirigeante, est une bourse nationale multiproduits qui propose des services sûrs axés sur les marchés. Les principes fondateurs de l'ECX étaient de garantir la qualité, la quantité et la livraison rapide des produits et de répondre à la détermination de Mme Gabre-Madhin de relier les agriculteurs et négociants à l'économie mondiale. Lorsque les agriculteurs peuvent vendre leurs récoltes sur un marché ouvert et obtenir un prix équitable, cela les encourage beaucoup à être plus productifs, remarquait-elle.

En 2011, l'ECX comptait 450 membres et 7 800 clients et était reliée à 2,4 millions de petits exploitants agricoles. En 2010-11, plus de 500 000 tonnes de café, sésame, haricots et maïs ont été échangées pour une valeur de 0,9 milliard d'euros représentant plus de 100 000 transactions.

Les opérations se font par l'intermédiaire d'un système électronique de récépissés d'entrepôt et la bourse s'occupe des transferts d'argent et de marchandises. Une fois qu'une transaction est réalisée, la bourse transfère le récépissé d'entrepôt du vendeur à l'acheteur et charge les banques concernées de débiter le compte de l'acheteur et de créditer le vendeur, un processus qui prend exactement deux heures. L'information en temps réel sur les prix des récoltes est publiée sur un réseau de tableaux d'affichage numériques dans 31 centres régionaux, ainsi que sur le site Web d'ECX. Il faut toutefois noter, bien que l'ECX ait été largement saluée comme un grand succès, que le commerce du café tel qu'il se pratique en particulier dans le système actuel de l'ECX est considéré comme n'étant pas particulièrement favorable aux petits exploitants agricoles qui sont subordonnés au risque de monopole de quelques exportateurs.



Les agriculteurs ne sont pas, non plus, représentés au conseil d'administration de l'ECX, qui n'est constitué que des plus grands exportateurs de café et de représentants du gouvernement.

Des échantillons de marchandises sont enregistrés et conservés temporairement.

### Un intérêt croissant

L'ECX n'est peut-être pas le meilleur modèle pour d'autres pays et sa transposabilité dépend de la persistance de la bonne volonté des bailleurs de fonds. En outre, lorsque des capitaux commerciaux sont disponibles et désireux de financer le développement d'échanges ou d'y participer, l'adoption d'une approche du type de celle de l'ECX pourrait risquer d'écartier d'autres solutions à orientation plus commerciale et plus durables sur le plan financier. Néanmoins, l'intérêt pour les bourses de marchandises nationales et régionales croît manifestement puisqu'il existe des projets de création de tels marchés au Ghana, au Kenya, au Soudan, en Tanzanie et au Zimbabwe. La Bourse tanzanienne des marchandises (TCX), par exemple, devrait être sur pied et opérationnelle en juin 2014 ; ses opérations porteraient, dans un premier temps, sur quatre produits agricoles gérés actuellement par le système national de récépissés d'entrepôt (voir l'article aux pages 21-24), soit l'anacarde, le café, le coton et le riz. La mise en œuvre de la TCX, y compris l'élaboration de son cadre légal et réglementaire, la technologie d'exploitation



et les systèmes d'appui financier, sont maintenant des priorités gouvernementales. Parallèlement, au Nigeria, le gouvernement espère rétablir la moribonde Bourse des marchandises d'Abuja, alors qu'en Ouganda et en Zambie, des groupes du secteur privé tentent de relancer les bourses nationales.

Toutefois, malgré le soutien considérable apporté ces dernières années aux bourses de marchandises africaines par les bailleurs de fonds, leur viabilité est restée plus incertaine que celle des bourses asiatiques et sud-américaines établies dans les années 90 (voir reportage à la page 32). De nombreux pays ne disposent pas d'un environnement favorable suffisamment fort, ni de volumes de production assez conséquents pour permettre le fonctionnement efficace d'une bourse de marchandises nationale. Les bourses de marchandises ne sont qu'un élément des systèmes d'échanges structurés et leur succès dépend du fonctionnement global des marchés agricoles au comptant. En outre, les interventions imprévisibles des gouvernements sur les marchés et l'absence de cadre légal et réglementaire peuvent compromettre le succès des échanges.

Initiative régionale, la Bourse d'échanges de produits agricoles en Afrique (ACE) réunit des opérateurs enregistrés et actifs d'Afrique du Sud, du Kenya, du Malawi et de Tanzanie. Proposée en premier lieu par l'Association nationale des petits producteurs agricoles du Malawi, cette bourse offre une plate-forme d'échanges basée sur



Internet ; les enchères en ligne sont l'un des services proposés par l'ACE pour mettre les petits exploitants agricoles et les traders en contact avec les marchés nationaux et régionaux. Les informations sur les marchés et les notifications relatives aux enchères sont fournies par SMS par l'intermédiaire d'Esoko, un système basé sur la téléphonie mobile.

“C'est stimulant de prendre part à une plate-forme d'échanges en ligne et d'entrer en concurrence avec des acheteurs tels que le PAM, surtout quand nous avons ▶

En haut à droite : des échantillons de café sont préparés pour un contrôle de la qualité dans l'un des huit laboratoires pour le café de la Bourse de marchandises d'Éthiopie. En bas : l'assistante du gérant de l'entrepôt, Louise Chikankheni, nous montre un échantillon de maïs avant qu'il ne rentre dans l'entrepôt certifié par l'ACE au Malawi.



© WFP

► toujours pensé que le marché était réservé à de gros acteurs”, dit Andrew Kachete, un petit négociant qui, par l’intermédiaire de l’ACE, a vendu du maïs à l’un des plus gros acheteurs de céréales du Malawi. Bester Mora a été l’un des premiers à utiliser la bourse en 2008. “Je me suis enregistré auprès de l’ACE en tant que négociant et j’ai mis cinq tonnes de maïs sur le marché. En trois semaines, ils m’ont trouvé un acheteur de la région sud du pays. Maintenant, je fournis le PAM et réinvestis les bénéfices réalisés sur mon maïs dans mon magasin à Madisi”, dit-il. “En tant qu’opérateur enregistré auprès de l’ACE, je reçois des informations de marché par téléphone. Avant, je vendais simplement ce que j’avais, même si le prix était bas, parce que j’y étais obligé. Maintenant, c’est

plus facile parce que je connais les prix sur le marché. Je suis très content d’avoir trouvé ce système.”

Traders de ACE se confrontant sur des chiffres du marché.

L’optimisme des débuts, quand l’ACE venait d’être mise en place, a rapidement été estompé par les problèmes inhérents à l’industrie agricole. Des tentatives de mise en contact entre des agriculteurs et le marché ont souvent été mises à mal par des insuffisances de rendement. En outre, le faible nombre de transactions a découragé les efforts tendant à fournir des informations de marché.

Toutefois, en 2010, le PAM a décidé de s’approvisionner en céréales en passant par l’ACE dans le cadre d’une initiative destinée à acheter à des petits agricul-

teurs et traders. Ceci a renforcé l’ACE, ce qui était bien nécessaire, et les volumes de transaction ont commencé à augmenter. Actuellement, l’ACE gère des transactions sur les principales denrées agricoles et s’efforce de mettre en place un système intégré de commercialisation agricole fondé sur des récépissés d’entrepôt émis par de multiples sites de stockage répartis dans tout le pays.

### Echanges à terme

L’Afrique du Sud est le seul pays africain à disposer d’un important marché à terme de marchandises (il en existe un autre, plus modeste, à Maurice). Ses principaux contrats portent

## Ce que la Bourse de marchandises de Chicago nous apprend

Au milieu du XIXe siècle, Chicago, un village de traite de fourrures, est devenu un centre d’échanges de marchandises, au fur et à mesure que les terres étaient défrichées pour l’agriculture et que les besoins en céréales de la côte Est des Etats-Unis et d’Europe augmentaient. Des silos-élévateurs à vapeur et

des bâtiments ont été construits pour recevoir et stocker les céréales des agriculteurs avant qu’elles ne soient vendues et expédiées. Des récépissés d’entrepôt négociables ont rapidement été émis en fonction des stocks entreposés et le Chicago Board of Trade (CBOT) est rapidement devenu un marché à terme pour les céréales. Il a notamment permis aux acheteurs de la côte Est de connaître le prix des céréales avant même de les recevoir. L’Etat de l’Illinois, à la fin des années 1860, a légiféré pour réglementer les silos-élévateurs et les catégories, garantir l’exécution des contrats et publier des statistiques.



sur les céréales et les oléagineux ; il compte un taux important de livraisons de produits physiques (20 à 40 % de la production nationale) qui s'organisent par l'intermédiaire de son système électronique de réception d'entrepôt. Pour l'instant, la SAFEX est presque exclusivement utilisée pour les produits sud-africains mais elle s'efforce maintenant de stimuler les échanges régionaux. Le gouvernement zambien, par exemple, a récemment approuvé les transactions de sociétés zambiennes sur la SAFEX et un contrat de livraison de produits physiques a été négocié pour le maïs zambien par l'intermédiaire de la bourse.

À terme, des échanges régionaux, dans toute l'Afrique de l'Est, constituent l'objectif de la Bourse de l'Afrique de l'Est (EAX) actuellement mise en place à Kigali, au Rwanda, même si dans un premier temps elle opérera sous forme de criée, effectuant des échanges au comptant. Grâce à l'investissement du secteur privé et avec l'appui du gouvernement du Rwanda, l'EAX vise à augmenter l'efficacité, la transparence et la liquidité du

marché régional et à donner à la population de la région (130 millions de personnes), en particulier aux petits exploitants agricoles, un meilleur accès aux marchés.

Une autre initiative du secteur privé, Bourse Africa, prévoit d'intervenir au niveau panafricain pour échanger des marchandises et des devises par l'intermédiaire de plates-formes nationales reliées par un accès Internet en nuage.

Le succès des bourses de marchandises africaines dépendra de leur adaptation aux conditions locales, de leur capacité à faire face à la nature fragmentée des marchés locaux et à définir des prix de marché. "Une bourse des marchandises permet aux gens de faire des choses qu'ils n'auraient pas pu faire avant ou de faire ce qu'ils pouvaient faire, mais plus efficacement", déclare Ian Goggin, spécialiste des échanges structurés à l'USAID et ancien dirigeant de l'ACE. "Plus les inefficacités seront grandes, plus importants seront les avantages liés à l'existence d'une bourse; mais aussi, plus considérables seront les obstacles qu'elle devra surmonter", prévient-il. ■

## La demande structurée : un système gagnant pour les acheteurs comme les vendeurs

La demande structurée renvoie à un système de commercialisation organisé qui permet aux agriculteurs d'accéder à des acheteurs importants et prévisibles pour leurs produits. C'est une approche qui marche bien avec les cultures telles que les céréales alimentaires, qui présentent une grande uniformité.

En Colombie, tous les organismes publics – y compris l'armée, les écoles et les prisons – doivent acheter une certaine valeur de marchandises en vrac par l'intermédiaire de la bourse nationale des marchandises. Cela permet d'éliminer la corruption liée à la passation de marchés, de diminuer les coûts pour les acheteurs et d'obtenir de meilleurs prix pour les producteurs.



Avec une demande stable pour leurs produits, les agriculteurs peuvent investir dans une production améliorée ; pour répondre aux commandes importantes, les produits sont regroupés par des coopératives d'agriculteurs, des transformateurs ou des négociants.

En Afrique, aucun gouvernement n'a encore imposé une telle approche. Le Programme alimentaire mondial se procure toutefois des céréales par le biais d'échanges de marchandises dans

le cadre de son initiative "Achats au service du progrès". D'autres gros acheteurs pourraient modifier de la même manière leurs pratiques de passation de marchés en Afrique afin de créer une demande importante et prévisible de millions de tonnes. Une telle demande permettrait de transformer le système d'appui aux échanges nationaux et régionaux de denrées alimentaires.

Un petit producteur d'un moulin à Kapchorwa, en Ouganda, prépare le maïs pour le PAM.

© WFP/IV. Vicks